

# **Une junte militaire s'empare du pouvoir au Portugal Les "droits civils et démocratiques " seront restaurés, assure le "Mouvement des forces armées " La seconde manche**

LE MONDE | 26.04.1974 à 00h00 • Mis à jour le 26.04.1974 à 00h00 | MARCEL NIEDERGANG

Les capitaines contre les généraux Les jeunes officiers honnêtes, frustrés, amers et désespérés contre les hiérarques des états-majors, couverts de décorations, préparant les plans de campagne dans les bureaux des ministères de Lisbonne et accrochés au statu quo. L'armée portugaise, malade d'une guerre africaine qui n'en finit pas et qui ronge les forces vives de la nation, éclate. En 1926, elle s'était révoltée contre le désordre économique et social, et avait permis l'installation au pouvoir d'un modeste professeur d'économie politique, Antonio de Oliveira Salazar. Touchée dans ses profondeurs par le drame d'une décolonisation refusée, elle intervient brutalement aujourd'hui pour tenter de dénouer le nœud gordien.

Ce qu'on hésite à appeler l'opinion publique, tant le régime Salazar a contribué à façonner un peuple anesthésié, dépolitisé, indifférent en apparence à tout ce qui n'est pas survie matérielle, n'a pour le moment pas de part dans ce conflit. Mais les passions couvent derrière cette façade faussement tranquille. Il n'est pas une famille portugaise qui ne soit pas touchée par la guerre. Par milliers, de jeunes Portugais de toutes classes sociales désertent pour échapper à un service militaire de quatre années, qui peut signifier à tout moment l'envoi sur l'un des théâtres d'opération : Guinée-Bissau, Angola ou Mozambique.

Le nombre de morts ne cesse de grandir. Dans la presse de Lisbonne et de Porto, les annonces de " soldats morts en Afrique - se multiplient. Quelques lignes dérisoires, une photo, une croix noire et la précision officielle, à l'occasion, qu'il s'est agi d'un " accident de transport ".

Les jeunes officiers ont mal supporté ce qu'ils appellent l' " affreuse humiliation de Goa ", lorsque l'armée a dû quitter son ancienne possession indienne " Plus jamais Goa " c'est l'un des cris de ralliement des rebelles - qui seront peut-être les dirigeants de demain - exaspérés à la perspective de devoir dans un avenir plus ou moins proche, abandonner la Guinée-Bissau, dont une portion importante est déjà en partie contrôlée par les guérilleros du P.A.I.G.C. Ainsi, à la certitude de mener une guerre dont l'issue victorieuse, en termes militaires, semble hautement improbable, se mêle chez les jeunes officiers le sentiment de courir à une nouvelle humiliation injustifiée, et qu'ils ne sauraient accepter. En outre, ils estiment faire de plus en plus les frais de ce qu'on appelle à Lisbonne la rotation : leur " tour de garde " dans les territoires affectés par la guerre, revient, de leur point de vue, trop fréquemment, alors que la grande majorité des officiers généraux des états-majors ne quittent pratiquement pas la métropole.

Tel n'est pas le cas bien entendu du général Spínola, ancien commandant en chef des forces portugaises en Guinée-Bissau. Ce baroudeur, dont les " exploits " sur le terrain emportent l'adhésion des militaires eux-mêmes engagés dans une guerre surnoise mais difficile, n'est pas un " planqué ". Les faits d'armes de ce centurion, moitié Bigeard, moitié Stroheim, lui

valent une réputation flatteuse dans les popotes de la brousse africaine comme d'ailleurs dans les états-majors compassés de Lisbonne. Le général se pique, en outre, d'avoir la tête politique. Pendant les quatre années de son proconsulat à Bissau, capitale de la Guinée-Bissau, il a multiplié les contacts discrets avec des leaders africains, comme le président Senghor, et même, assure-t-on, avec Amilcar Cabral, le très intelligent dirigeant du parti indépendantiste P.A.I.G.C., assassiné l'an dernier. Car le chef de l'armée portugaise de Bissau est intimement convaincu que la guerre ne peut pas être gagnée militairement. Seule une solution politique peut, de son point de vue, permettre de sauver sur place ce qui peut encore être sauvé. Mais il continue, bien sûr, à tout faire sur le terrain pour limiter la progression inexorable des forces des nationalistes. La guerre africaine n'a peut-être jamais été aussi cruelle qu'en Guinée-Bissau : mitraillages, bombardements au napalm, regroupements des populations civiles dans les " aldeamentos ", opérations coups de poing avec troupes d'élite aéroportées qui font le vide et tirent sur tout ce qui bouge dans la zone choisie.

Le général Spínola n'est pas un tendre, mais son efficacité lui permettra de proclamer bien haut ses thèses sur la manière de régler la guerre. Son passé lui permet, aujourd'hui, de prendre apparemment la tête des révoltés qui avaient, le 16 mars dernier, perdu la première manche de leur combat.

Le mécontentement profond de l'armée, dirigé contre le gouvernement et des états-majors complaisants à l'égard du pouvoir politique, a donc trouvé un chef de file en la personne du général Spínola, dès le retour de ce dernier à Lisbonne. Mais c'est un étrange leader, ambigu, apparemment timide et réservé, faisant mine de refuser de se placer à la tête des " jeunes gens " en colère, se laissant admirer, sans doute, mais protestant aussi bien haut de sa fidélité au régime et de son loyalisme. Il refuse, dit-il, tout engagement politique. Le général Spínola n'est qu'un soldat. C'est sans doute qu'il peut encore espérer, au début de cette année, la compréhension et la collaboration du Dr Marcelo Caetano, président du conseil, dont les vues, en ce qui concerne la guerre africaine, ne sont, après tout, pas tellement éloignées de celles d'un militaire qui vient d'être nommé par lui chef d'état-major adjoint. Un poste qui n'existait pas, et qui a été créé spécialement pour le général Spínola, tenu en très haute estime par le président du conseil.

À la fin de décembre dernier, le général Spínola aide M. Marcelo Caetano à déjouer un complot des ultras qui regroupe le général Kaulza de Arriaga, ancien commandant en chef au Mozambique, limogé pour avoir laissé " sortir " la nouvelle des massacres de populations civiles, et deux civils : MM. Adriano Moreira, ancien ministre de Salazar, et Franco Nogueira, également ancien ministre des affaires étrangères du "doutor" et chef de file du clan des politiciens et affairistes portugais directement intéressés aux affaires africaines.

Les ultras connaissent parfaitement les thèses du général Spínola, partisan d'une nouvelle République fédérale portugaise " du Minho à Timor " (1), permettant une " participation réelle des populations africaines ". Cette nouvelle République serait constituée d'États autonomes disposant chacun d'un gouverneur élu au suffrage direct, d'un exécutif et d'une assemblée locale. Ce but, naturellement, devrait être atteint par étapes, et le chef de l'État, à Lisbonne, resterait le symbole de " l'unité nationale ". Le gouvernement portugais aurait pour tâche de coordonner la charge des différents exécutifs des " nations " composant ce Commonwealth lusitanien. Ces perspectives, défendues par le général Spínola, et que l'on qualifie volontiers à Lisbonne de " gaulliennes ", ne sont pas à proprement parler révolutionnaires, et elles

rencontrent l'hostilité résolue des mouvements d'extrême gauche portugais. Mais elles séduisent bien entendu une notable fraction de la bourgeoisie éclairée, soucieuse avant toute chose de sortir du borbier de la guerre.

L'objectif des ultras, en décembre, est de contraindre le Dr Caetano à la démission. Ils peuvent compter pour cela sur le soutien du chef de l'État, l'amiral Americo Tomas, dont toutes les sympathies vont à ceux qui ne remettent pas en question le moindre arpent de territoire national, en Europe et outre-mer. Mais le complot échoue grâce à l'intervention du général Spínola, qui prévient le président du conseil. Grâce aussi aux atermoiements du président de la République, qui hésite à lancer les dés et à se séparer aussi brutalement d'un président du conseil, certes critiqué à gauche comme à l'extrême droite, mais seul capable à ses yeux de diriger le gouvernement face à la crise qui grandit.

Car les nouvelles d'Afrique sont de plus en plus mauvaises. En Guinée-Bissau, la population est invitée à participer à des exercices de défense passive. On redoute, semble-t-il, dans les milieux informés, des attaques aériennes organisées par le commandement militaire du PAICC qui aurait reçu des appareils de chasse de l'U.R.S.S. Un aérodrome serait en construction à la frontière nord de la Guinée.

Au Mozambique, les forces du Frelimo descendent de plus en plus vers le sud, vers Beira et Lourenço-Marques, jusqu'alors relativement préservées par une insurrection nationaliste déjà vieille de dix ans. Les liaisons routières et ferroviaires entre Beira et la Rhodésie sont menacées.

Celles de Lourenço-Marques risquent de l'être bientôt. Plus inquiétant encore de l'avis des autorités : la population africaine manifeste une nervosité nouvelle, une agressivité qu'elle avait du moins jusqu'alors constamment réfrénée, et qui pourrait s'expliquer, selon les dirigeants de Lourenço-Marques par un long et patient travail politique des militants du Frelimo.

C'est le moment, le 22 février dernier, que choisit le général Spínola pour sortir sa " bombe " : son livre le Portugal et son avenir analyse parfaitement les causes profondes du malaise portugais, il dénonce la poursuite de la guerre africaine, rendue responsable de toutes les difficultés politiques, économiques et sociales de la nation. Il préconise une " solution politique ". C'est une recommandation qui enverrait n'importe lequel des politiciens du régime au cachot et aux soins attentifs des fonctionnaires de la police politique. Mais Spínola est une personnalité intouchable. Son livre n'a pu sortir en librairie qu'à la suite de nombreuses pressions, tant civiles que militaires. L'amiral Americo Tomas, chef de l'État, était naturellement contre, et les ultras du groupe Nogueira-Kautza de Amaga également. Mais le président du conseil, M. Marcelo Caetano, est pour, dans l'espoir que la divulgation des thèses du plus prestigieux des chefs militaires portugais pourra faciliter un dégel de la situation politique. Le général Costa Gomes, chef d'état-major et ami personnel du général Spínola, intervient lui aussi énergiquement en faveur de la publication malgré l'avis défavorable de la défense.

Le livre du général Spínola joue le rôle de catalyseur et de détonateur. Le succès est immédiat. Le public s'arrache l'ouvrage. La première édition est rapidement épuisée, une preuve que l'opinion est moins indifférente qu'il ne paraît aux grands problèmes de la nation. Les ultras

s'inquiètent et relancent leur offensive, entraînant la grande majorité des officiers supérieurs, généraux sans troupes et bureaucrates des états-majors. Une démarche spectaculaire entreprise par une centaine de généraux ulcérés auprès de M. Marcelo Caetano semble convaincre le président du conseil que le camp de l'extrême droite irréductible est décidément le plus fort. Il s'incline. " Où est donc votre force ? " déclare-t-il à ses amis " libéraux " venus le presser de résister. " Vous parlez mais vous n'avez pas les moyens d'agir ", ajoute-t-il.

Puisque le général Spínola ose dire tout haut ce qu'ils pensent tout bas, les jeunes officiers du " mouvement des capitaines - estiment que le moment de passer à l'action est arrivé. Le limogeage, réclamé par les ultras, du général Spínola et du chef d'état-major, général Costa Gomes, les met en fureur. Costa Gomes et Spínola acceptent leur disgrâce avec le sourire. " Je ne suis pas un homme politique ", répète l'ancien baroudeur de Guinée-Bissau. Est-il un homme de complot ? A-t-il préparé le soulèvement, avorté du 16 mars, avec les capitaines en colère ? On l'affirme avec force dans certains milieux politiques de Lisbonne.

### Le contre-ordre

Pourtant, cette première manche est un échec. Le soulèvement devait être, tout comme ce 25 avril, généralisé. Plusieurs casernes étaient informées et devaient passer en même temps à l'action. Mais, à la dernière minute, le contrordre est arrivé. Qui l'a donné ? Le général Spínola ? Le fait est que le télégramme annulant l'opération ne parvient pas aux hommes et aux officiers du 5e régiment de Caldas da Rainha. Ils se lancent donc sur la route de Lisbonne, persuadés qu'ils participent à une opération de bien plus grande envergure. Ils sont vite détrompés. Le gouvernement alerté dépêche des unités de la garde républicaine réputée pour sa fidélité à toute épreuve. C'est une sage décision. En effet, les différentes unités de l'armée de terre et de l'aviation, sollicitées d'intervenir contre les rebelles, s'abstiennent ou font en tout cas preuve d'une très mauvaise volonté, frisant la complicité. Les rebelles, penauds, retournent vers leur caserne de Caldas da Rainha, sont encerclés et se rendent. Une centaine d'entre eux, soldats, sous-officiers et officiers, sont en prison. Ils ont dû suivre avec enthousiasme à la radio les communiqués de victoire lancés par leurs camarades qui paraissent, cette fois, bien résolus à gagner la seconde manche.

---

(1) Le Minho est le fleuve frontière avec l'Espagne au nord du Portugal. Timor est une possession portugaise entre les îles de la Sonde et l'Australie.

MARCEL NIEDERGANG

Source : Service d'archives du journal *Le Monde*, disponible sur internet sur : <http://www.lemonde.fr/recherche/>